



Document public



Inventaire historique de sites industriels du département de Paris (75). Recherche de sources documentaires

Etat d'avancement au 31 décembre 2006

BRGM/RP-55178-FR

Janvier 2007



STIIC

ADEME



DÉLÉGATION RÉGIONALE ÎLE DE FRANCE



Inventaire historique de sites industriels du département de Paris (75). Recherche de sources documentaires

Etat d'avancement au 31 décembre 2006

BRGM/RP-55178-FR

Janvier 2007

Étude réalisée dans le cadre des opérations de Service public du BRGM PSP05IDF75

G. Faury



STIIC

Vérificateur

Nom : L. CALLIER

Approbateur

Nom : M. LE NIR

Le système de management de la qualité du BRGM est certifié AFAQ ISO 9001:2000.

ADEME



DÉLÉGATION RÉGIONALE ÎLE DE FRANCE



Mots clés : Sites industriels, Paris, Ile-de-France, Inventaire historique, BASIAS, Base de données d'anciens sites industriels et des activités de service, Environnement.

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

Faury G. (2006) – Inventaire historique de sites industriels du département de Paris (75). Recherche de sources documentaires. Etat d'avancement au 31 décembre 2006. Rapport. BRGM/RP-55178-FR, 34 p., 10 fig.

© BRGM, 2007, ce document ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse du BRGM.

Synthèse

Entrepris à la demande du ministère chargé de l'Écologie, l'inventaire historique des sites industriels de la ville de Paris est en cours de réalisation par le BRGM dans le cadre de sa mission de Service public.

Les cofinancements sont apportés conjointement par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'ADEME, le BRGM et l'APUR (Atelier Parisien d'Urbanisme, par sa contribution technique). D'autres organismes participent activement à ce projet tels que la préfecture de Paris avec le STIIIC (Service Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées), le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM). Le comité de pilotage encadre, sous l'égide de la DRIRE Île-de-France, le travail du BRGM, opérateur.

L'opération, initiée dès 2000, a commencée réellement en 2005 par des recherches bibliographiques, des consultations, L'inventaire suit la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME. Les informations acquises sont conservées dans la base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de service).

A Paris, tous les arrondissements ont possédé ou possèdent encore des installations classées réparties entre 1835 et 2005. L'inventaire, essentiellement basé selon les conventions établies, sur l'utilisation des données synthétiques du CNAM et des données numériques de la Préfecture, a été estimé à 3 500 sites.

Cependant en décembre 2006, l'inventaire avec 5 500 sites Basias potentiels montre non seulement une abondance de sites supplémentaires, mais également une lacune non prévue de 40 années d'installations classées, en cessation d'activité.

Plusieurs questions sont posées et le comité de pilotage devrait pouvoir signaler les pistes prioritaires pour mener à bien cet inventaire.

- **Peut-on réduire cette lacune d'information connue entre 1960 et 1998 ?**
- **Que faire des sites supplémentaires disponibles en fichier ?**
- **Doit-on prévoir des avenants financiers pour les sites supplémentaires?**

A Paris, les tâches suivantes ont été réalisées jusqu'à décembre 2006 :

- recherches documentaires sur différentes sources,
- dépouillement de fichiers du CNAM et de la base IC-2005 de la préfecture,
- dépouillement de dossiers des installations déclassées conservés à la Préfecture de Police, analyse des données et saisie dans la base BASIAS,
- localisation et recherche partielle des coordonnées géographiques par l'APUR.

Il resterait donc à compiler les données acquises, géoréférencer les sites et instruire les critères environnementaux. Cependant, compte tenu des nouvelles données, il faudrait choisir les priorités de travail et prendre des décisions en comité de pilotage.

Avertissement

Le recensement des sites industriels est basé sur diverses sources documentaires concernant essentiellement les installations classées.

Selon les limites de la méthodologie, l'inventaire final ne doit pas être considéré comme exhaustif. Les résultats sont valables au vu des documents consultés au moment de l'étude et sont sujets à évolution en fonction des mises à jour qui pourraient être envisagées ultérieurement.

Les informations relatives aux sites industriels recensés sont conservées dans BASIAS qui est la base nationale des anciens sites industriels et des activités de service. Cette base, gérée par le BRGM, a été déclarée à la CNIL (Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés) en septembre 1998.

L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une pollution à son endroit.

Sommaire

1. Introduction	9
2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage	11
2.1. POLITIQUE NATIONALE	11
2.2. LES MEMBRES DU COMITE REGIONAL DE PILOTAGE	11
3. Cadrage et méthodologie de l'inventaire de Paris	13
4. Recherche des sources documentaires	15
4.1. GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES : STIIC, STIIC, BICCA.....	15
4.2. REPARTITION DES RECHERCHES DOCUMENTAIRES.....	16
4.3. DONNEES ANTERIEURES A 1958	17
4.4. DONNEES POSTERIEURES A 1958.....	17
4.5. VISITE DU SERVICE TECHNIQUE INTERDEPARTEMENTAL DES INSTALLATIONS CLASSEES (STIIC) EN 2004	18
4.6. EN 1980, AU STIIC, ARCHIVAGE DE DOSSIERS D'INSTALLATIONS.....	18
4.7. EN 1980, LES BORDEREAUX DE VERSEMENT DE DOSSIERS	19
4.8. ARCHIVES DE LA VILLE DE PARIS ET ARCHIVES NATIONALES.....	20
4.9. FICHER THEMATIQUE MANUEL DU STIIC, CREE EN 1950.....	20
4.10. EN 1998 AU STIIC : ARCHIVAGE, INFORMATISATION (IC ACTIVES).....	20
4.11. LA BASE INFORMATIQUE DES INSTALLATIONS EN 2005-2006.....	21
4.12. TABLEAUX CHRONOLOGIQUES DES DONNEES DOCUMENTAIRES.....	22
4.13. AUTRES REPERTOIRES A UTILISER : AESN, DRE-IF, BASOL	24
5. Premiers constats des recherches de sites : une lacune de 40 ans	25
5.1. FICHER BASIAS/CNAM, SITES ANTERIEURS A 1958	25
5.2. FICHER ACCESS DE LA BASE IC-JUIN 2005, TRANSMISE AU BRGM	25

5.3. FICHIERS EXTRAITS DE LA BASE IC-2006, TRANSMIS AU BRGM.....	25
5.4. FICHER BASIAS INSTALLATIONS OG, TRANSMIS AU BICCA EN 2006.....	26
5.5. BASE AESN, DREIF : 400 SITES CONNUS A COMPILER	26
5.6. RECAPITULATIF DES INSTALLATIONS ET DES SITES BASIAS.....	27
5.7. EXPLICATIONS DU DEPASSEMENT DU NOMBRE PREVU DE SITES	27
5.8. ENQUETE ET TRAVAUX D'INFORMATISATION.....	28
5.9. GEOREFERENCEMENT ET TESTS REALISES PAR L'APUR EN 2006	29
5.10. ETAT DES FICHIERS DISPONIBLES FIN 2006 POUR BASIAS PARIS	29
5.11. LACUNE DE 40 ANNEES D'INSTALLATIONS POUR BASIAS	30
6. Tâches à réaliser pour l'inventaire de Paris	31
6.1. PLUSIEURS BASES A COMPILER ET A HOMOGENEISER	31
6.2. GEOREFERENCEMENT, ENVIRONNEMENT, MISE A DISPOSITION	31
6.3. RECHERCHE DU VERSEMENT D'ARCHIVES VERS 1980.....	32
6.4. INSTALLATIONS DECLASSEES EN ACTIVITE, OG.....	32
6.5. PRIORITES ET COMITE DE PILOTAGE	32
7. Conclusion.....	33

Liste des illustrations

Figure 1 - Départements inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet en 2006.....	10
Figure 2 - Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI.	14
Figure 3 – Répartition des recherches documentaires entre le BRGM et le CNAM	16
Figure 4 – Répartition des dossiers d'installations classées de Paris.....	22
Figure 5 – Fichiers manuels et numériques des installations classées de Paris	23
Figure 6 – Autres fichiers de données à compiler	24
Figure 7 – Récapitulatif des sites industriels de Paris (valeurs réelles en gras et déduites)	27
Figure 8 – Formats des données et nombre de fiches Basias recensées en 2006	29
Figure 9 – Lacune de 40 années pour Basias Paris (install. classées, à activité terminée)	30
Figure 10 - Propositions pour choisir les priorités de l'inventaire de Paris.....	33

1. Introduction

Les pouvoirs publics, sensibilisés aux problèmes des sites ou sols pollués et à leurs conséquences, notamment lors de leur réaménagement à des fins non industrielles, ont engagé cet inventaire, afin d'une part de conserver la mémoire des activités humaines susceptibles de générer une pollution, et d'autre part de disposer d'un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire et de protection des personnes.

Entrepris en 2005 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, l'inventaire historique des sites industriels du département de Paris est en cours de réalisation par le BRGM, dans le cadre de sa mission de Service public.

Les financements ont été apportés par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'ADEME, l'APUR et le BRGM. Sous l'égide de la DRIRE Ile-de-France, le comité de pilotage suit régulièrement les travaux effectués selon la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME.

La démarche d'inventaire s'appuie pour Paris, en grande partie, sur les données synthétiques et/ou numériques issues des dossiers des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou ceux relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, souvent appelés dossiers « commodos-incommodos », sans avoir donné lieu systématiquement à des dépouillements des dossiers originaux.

Ce rapport a pour but de présenter l'état d'avancement de l'inventaire des sites industriels dans la ville de Paris. Il explicite le cadre national de ce projet, ainsi que l'organisation et les moyens employés pour réaliser ces travaux. Il précise les limites de la méthode et souligne les difficultés relatives aux investigations documentaires.

Toutes les recherches documentaires sont réalisées avec le souci d'obtenir la meilleure exhaustivité possible, compte tenu des limites de la méthode.

Site Internet <http://basias.brgm.fr>

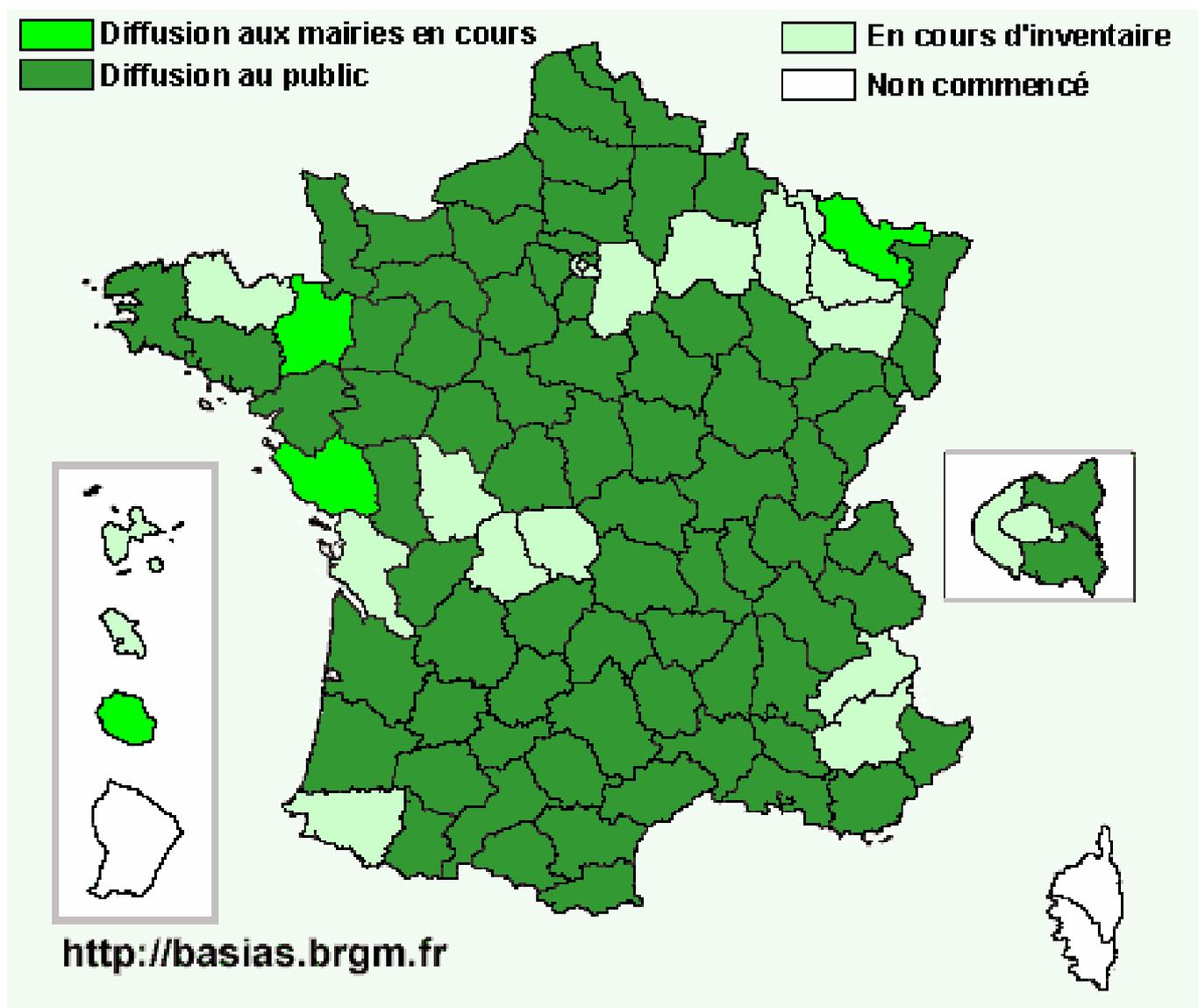


Figure 1 - Départements inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet en 2006

2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage

2.1. POLITIQUE NATIONALE

La politique nationale en matière de gestion des sites et sols pollués est menée en référence au « Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées » (Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001). Les axes de cette politique sont précisés dans la circulaire ministérielle du 3 décembre 1993.

Les résultats de l'inventaire historique régional sont engrangés dans la base de données des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS) dont la finalité est de conserver la mémoire de ces sites pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de l'environnement. Cette base de données a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées forcément non exhaustives, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions foncières.

Compte tenu des finalités de BASIAS, cette base a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998.

La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié dans le Journal officiel (16 avril 1999), ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux préfets et aux directeurs de DRIRE.

Depuis 1999, l'information est disponible gratuitement sur Internet à tout public qui peut télécharger les données et les cartes des départements déjà inventoriés :

Adresse du site Internet : <http://basias.brgm.fr>.

2.2. LES MEMBRES DU COMITE REGIONAL DE PILOTAGE

L'inventaire historique régional des anciens sites industriels de la ville de Paris a été effectué par le BRGM, à la demande du ministère chargé de l'Écologie, et sous le contrôle d'un comité de pilotage régional animé par la Direction Régionale de la Recherche de l'Industrie et de l'Environnement (DRIRE).

Ce comité rassemble les organismes financeurs ainsi que d'autres organismes impliqués techniquement dans le projet.

L'inventaire historique régional est suivi par un comité de pilotage rassemblant les organismes suivants (par ordre alphabétique) :

- organismes financeurs :
 - ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie),
 - AESN (Agence de l'Eau Seine-Normandie),
 - APUR (Atelier Parisien d'Urbanisme)
 - BRGM - Service Géologique Régional d'Île-de-France, opérateur,
- animateur/Maître d'œuvre : DRIRE Île-de-France ;
- autres organismes, en particulier :
 - CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers),
 - Conseil Régional d'Île-de-France,
 - DREIF (Direction Régionale de l'Équipement d'Île-de-France),
 - IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Île-de-France), sous forme de prestations techniques ;
 - STIIIC (Service Technique Interdépartemental des Installations Classées).

Les organismes ou services, par exemple, le BICCA (Bureau des Installations Classées, de la Constructions et des Ateliers) qui ont participé à l'opération en fournissant ou en facilitant l'accès à leurs données sont présentés avec les précisions utiles dans ce rapport.

Le rôle du comité de pilotage est de définir les objectifs, le cadre et les particularités de l'étude, d'assurer le suivi administratif ou technique de l'opération et d'apporter son aide à l'opérateur tout au long de la réalisation de l'inventaire.

3. Cadrage et méthodologie de l'inventaire de Paris

Le comité de pilotage a défini, au cours de plusieurs réunions, le cadre de la réalisation des inventaires en Île-de-France. Le démarrage de l'inventaire des sites industriels de Paris a été décidé le 2 juin 2004. Cependant, en attendant les signatures des conventions et des contrats, il n'a pu réellement commencer qu'en juin 2005

La méthodologie suivie est celle décrite dans le guide de l'ADEME, publié en 1996 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, « Inventaire historique d'anciens sites industriels », en l'adaptant aux demandes du comité de pilotage. Elle est complétée par les rapports BRGM « *Suivi et méthode des inventaires historiques régionaux d'anciens sites industriels* », RP-50557 et « *Notice de l'application informatique BASIAS* », RP-51148.

Pour recueillir les diverses informations et constituer la base de données relatives aux sites industriels de Paris, les tâches réalisées sont regroupées en cinq phases :

- **phase 1 : recherches documentaires et analyse des données ;**
- **phase 2 : début de la saisie et instruction des principaux champs de BASIAS ;**
- **phase 3 : compilation des données à engranger, localisation des sites ;**
- **phase 4 : géoréférencement des sites et instruction des critères environnementaux ;**
- **phase 5 : validation des données, mise à disposition et diffusion sur Internet.**

Comme pour les autres départements de l'Île-de-France, le comité de pilotage n'a pas jugé utile la réalisation des visites de sites, ni la mise en œuvre de la grille de sélection de BASIAS.

Pour la première phase d'étude, les recherches de données ont été réalisées à partir de fichiers fiables, (feuilles de synthèse du CNAM et base numérique des installations classées de la Préfecture, donc sans dépouiller l'ensemble des dossiers originaux). Les autres phases seront identiques à celles des autres départements

Les types d'activités à recenser sont identiques aux autres départements d'Île-de-France. Un premier critère de sélection des sites est basé sur le groupe d'activité.

Les corrélations entre les activités industrielles ou activités de service et les groupes d'activités définis par le Service Environnement Industriel (SEI) ont été schématiquement présentées dans la figure 2.

Dans un inventaire historique évoluant sur plusieurs dizaines d'années, ce nouveau regroupement permet de s'affranchir non seulement du poids d'une étiquette variable (une même activité, soumise tantôt à autorisation ou à déclaration), mais aussi des différentes distributions de classe proposées dans les diverses nomenclatures depuis deux siècles. En effet, des activités que l'on croyait autrefois inoffensives, s'avèrent avec de nouvelles connaissances scientifiques, être dangereuses et vice versa.

Types d'activités recensées dans Basias et les 3 groupes définis par le SEI	
(Service de l'Environnement Industriel)	
1^{er} groupe SEI	<ul style="list-style-type: none">- Anciennes décharges, récupération, élimination de déchets industriels,- Productions et/ou stockages des industries suivantes : chimie, pétrochimie, carbochimie, pharmacie, phytosanitaires et pesticides, extraction et raffinage du pétrole, gazéification, cokéfaction et transformation de la houille,- Dépôts d'hydrocarbures (> 10 m³) et stations services,- Métallurgie, fonderie. Sidérurgie primaire. Traitement de surface,- Activités de la cristallerie et de la céramique. Activités d'ennoblissement textile, de tannerie,- Activités de traitement de bois
2^{ème} groupe SEI	<ul style="list-style-type: none">- Centrales thermiques,- Sidérurgie secondaire, transformation de l'acier,- Industries mécaniques et ateliers d'entretien et de maintenance.
3^{ème} groupe SEI	(non retenu, sauf si présence d'un autre groupe SEI, 1 ou 2) Autres activités, par exemple : activités agricoles (exploitations agricoles), fonderie de suif (fabrique de bougies), carrières à ciel ouvert et mines ou carrières souterraines, carbonisation du bois (type forêt), appareil mobile de fabrication d'acétylène, entrepôt frigorifique non classé ou soumis à simple déclaration, travail du bois (menuiserie, ébénisterie, scierie), centrale à béton, sauf fabrication de produits préfabriqués, dépôt de charbon, ...

Figure 2 - Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI.

Seules, les activités des groupes 1 et 2 définis par le SEI sont répertoriées dans BASIAS. Cependant, celles du troisième groupe, considérées comme moins potentiellement polluantes que les précédentes, peuvent être présentes dans la base si elles permettent de préciser le contexte d'implantation des sites voisins ou de compléter l'historique du site.

Ces groupes d'activité sont définis par la circulaire du 3 avril 1996 du Service de l'Environnement Industriel (SEI) du ministère chargé de l'Environnement, relative à la réalisation de diagnostics initiaux et à l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité. Les dates d'activité des sites recensés, obtenues ou déduites des dossiers d'installations classées, se situent entre 1835 et 2005.

4. Recherche des sources documentaires

4.1. GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES : STIIC, STIIC, BICCA

L'année 2006 a fêté le bicentenaire (12 février 1806) de l'ordonnance du Préfet de Police « défendant d'établir à Paris, sans son autorisation, tout atelier, manufacture ou laboratoire pouvant compromettre la salubrité ou occasionner des incendies ».

Ainsi, depuis deux siècles, les dossiers des installations classées déposés par les exploitants à la Préfecture de Paris, peuvent être complétés par les comptes-rendus des inspecteurs, ... « Des gens de l'art assistés d'un commissaire de police procèdent à la visite et dressent un procès-verbal d'enquête de *commodo et incommodo* ».

En 1863, le STIIC (Service Technique d'Inspection des Installations Classées) est créé afin de surveiller les sites de Paris pour le compte du Préfet de Police,

Après cessation d'activité, les dossiers (déclaration ou demande d'autorisation) peuvent rester à la préfecture au STIIC ou bien être reclassés et archivés dans un autre service administratif.

Plus tard, le STIIC a gagné un « I » supplémentaire en s'occupant également de la petite couronne (92, Hauts-de-Seine ; 93, Seine-Saint-Denis ; 94, Val-de-Marne). Ainsi, dans la région Ile-de-France, la recherche de données des sites industriels passe d'une part, par le STIIC (Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées) et d'autre part, par la DRIRE pour la grande couronne (77, Seine-et-Marne ; 78, Yvelines ; 91, Essonne et 95, Val-d'Oise)

Actuellement à Paris, les travaux de surveillance et d'inspection sont partagés avec le BICCA (Bureau des Installations Classées, de la Construction et des Ateliers), service dépendant de la Sous-Direction de la Sécurité du Public (Direction des Transports et de la Protection du Public).

Le BICCA, service gestionnaire des permis de construire et des installations classées ainsi que le STIIC sont installés à la Préfecture de Police, 12-14 quai de Gesvres, Paris 4. En relation avec le STIIC, le BICCA gère les dossiers et la base de données des installations classées.

A cette adresse, sont conservés les dossiers relativement modernes alors que les dossiers anciens disponibles ont été exploités par les statisticiens et les historiens, dans l'un ou l'autre centre de consultation d'archives.

4.2. REPARTITION DES RECHERCHES DOCUMENTAIRES

Après avoir évalué au cours de plusieurs réunions et visites, les diverses sources d'informations détenues ou récoltées par différents organismes (Préfecture, CNAM-CDHTE, archives), il a été possible de finaliser l'organisation du travail d'inventaire (**Figure 3**) lors du comité de pilotage des inventaires en Ile-de-France, réuni le 2 juin 2004.

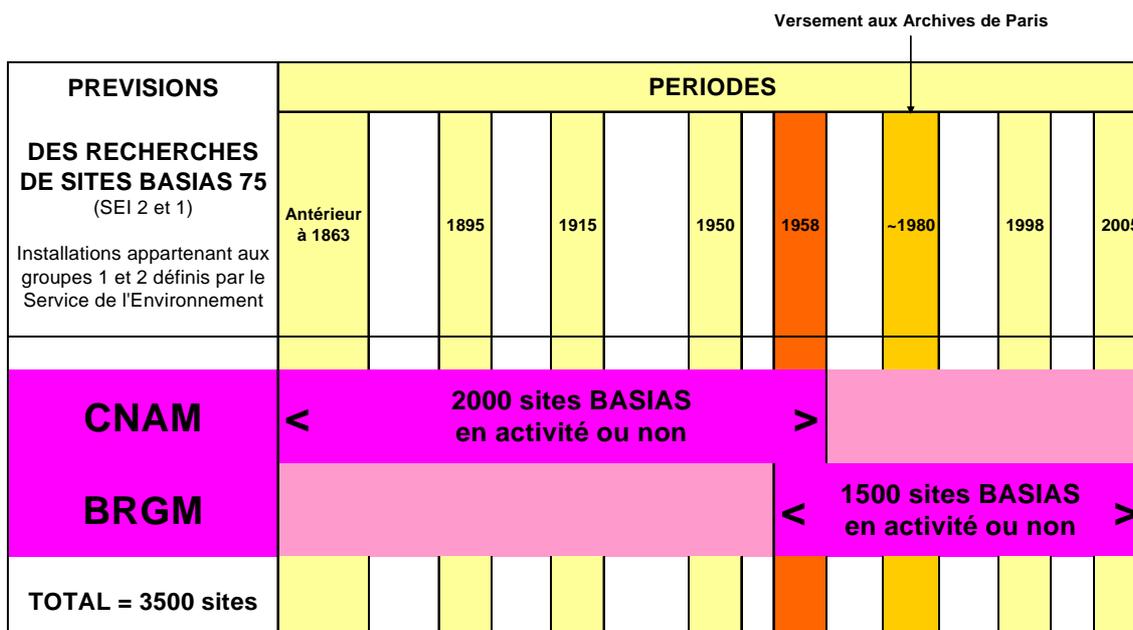


Figure 3 – Répartition des recherches documentaires entre le BRGM et le CNAM

Compte tenu des sources disponibles, des décisions du comité de pilotage et des conventions de partenariats, **l'inventaire de Paris va être réalisé, non pas directement à partir des dossiers originaux des installations classées, mais en majorité avec des données dérivées fiables.** Les recherches sont effectuées selon deux périodes bien que la date de 1958 ne corresponde pas à un événement particulier de la vie industrielle de Paris :

- **période ancienne, antérieure à 1958**, avec essentiellement les données du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM),
- **période moderne, postérieure à 1958**, avec essentiellement les données de la Préfecture de Paris.

Les recherches documentaires ont été réparties entre le BRGM et le CNAM-CDHTE (Conservatoire National des Arts et Métiers – Centre d'Histoire des Techniques et de l'Environnement). Malgré les dates de recherches bien délimitées, les échanges d'information fonctionnent bien évidemment entre le BRGM et le CNAM. Ainsi, un site industriel ayant existé et évolué entre 1950 et 1970 devrait être connu et retrouvé dans l'une et l'autre série documentaire ; les informations devront être comparées et compilées pour éviter des doublons.

D'autres acteurs peuvent également intervenir pour contribuer aux inventaires en cours comme c'est le cas notamment pour la DRE-IF ou l'Agence de l'Eau Seine-Normandie. Au sein du comité de pilotage, les informations ont toujours bien circulé et ont permis d'approfondir les recherches. Par ailleurs, l'APUR (Atelier Parisien d'Urbanisme) a été chargé de renseigner les coordonnées géographiques des sites.

4.3. DONNEES ANTERIEURES A 1958

Les travaux effectués par le CNAM-CDHTE, spécialisé sur l'évolution des procédés industriels, concernent essentiellement la période antérieure à 1958 (y compris le XIX^e siècle) avec notamment des inventaires d'usines, manufactures, ... sur Paris et ses banlieues.

Le contrat, signé en décembre 2005 entre le BRGM et le CNAM/CDHTE, définit les principales tâches à réaliser pour l'inventaire Basias de Paris ; le CNAM va d'une part, analyser ses propres données acquises lors de précédents travaux de recherche, pour repérer les sites industriels à retenir et d'autre part, les insérer dans l'applicatif BASIAS. Environ 2 000 sites ont été prévus.

Il s'agit de rechercher en priorité les installations appartenant aux deux premiers groupes d'activité définis par le SEI (Service de l'Environnement Industriel).

Le CNAM dispose entre autres, des outils suivants :

1. **fichier manuel (période 1830-1914)**, avec 1160 établissements de plus de 50 employés),
2. **fichier manuel OCRPI (période 1914-1958)**, avec 1166 établissements susceptibles de travailler pour la défense nationale et ceux de l'Office Central de la Répartition des Produits Industriels),
3. **fichier numérique EGP (période 1934-1947)**, d'après des documents des Editions Géographiques Professionnelles (4250 sites Et sièges sociaux),
4. **fichier numérique (anonyme) des établissements autorisés en 1912**, avec 1730 adresses d'établissements (sans raison sociale).

Durant l'année 2006, l'analyse des données des deux fichiers manuels (période 1830-1914 et période 1914-1958) a permis au CNAM de saisir 1700 fiches Basias.

4.4. DONNEES POSTERIEURES A 1958

Différentes pistes sont proposées et étudiées chacune séparément. Le point de départ est une visite au STIIC en 2004 qui donne en quelque sorte un fil conducteur, avec l'archivage et le rangement de dossiers d'installations vers 1980, les bordereaux de versement de ces archives, les Archives de la ville de Paris, le fichier thématique de 1950, le début de l'informatisation en 1998, la base informatique des installations classées en 2005-2006 et le résultat de ces investigations sous forme de tableaux.

4.5. VISITE DU SERVICE TECHNIQUE INTERDEPARTEMENTAL DES INSTALLATIONS CLASSEES (STIIC) EN 2004

Au cours de ma première visite le 12 mai 2004 à la Préfecture de Police, M. du Fou de Kerdaniel, directeur du Service Technique Interdépartemental des Installations Classées (STIIC) ainsi que M. Stéfani, M. Janel et Mme Le Rouzo m'ont donné un certain nombre d'explications sur le fonds documentaire ; ces informations ont été reprises le 2 juin 2004 au comité de pilotage des inventaires des sites industriels en Ile-de-France pour préparer le cadrage de l'inventaire de Paris.

Voici par ordre chronologique les principaux éléments à retenir :

- Ordonnance du préfet de police de Paris du 12 février 1806.
- Création du STIIC en 1863.
- Fichier manuel des établissements insalubres, etc..., depuis environ 1890 à environ 1940, disparu probablement vers 1980.
- **Répertoires imprimés entre 1895 et 1915** : *Liste [anonyme] des établissements classés autorisés (Seine)*, éd. du Chaix. Des fichiers en format XLS existent.
- **Fichier thématique manuel « moderne »**, depuis environ 1950 à 1998 (meubles à fiches cartonnées, avec différents classements géographiques, thématiques, en activité ou non, ...). Ces fiches papier étaient encore parfois utilisées en attendant la fin de l'informatisation.
- Dossiers d'installations mis au pilon vers 1980 (une retraitée, ancien agent du service, pourrait peut-être apporter des précisions).
- **Archives de Paris** : le dernier versement (série W) de dossiers d'installations remonterait aux années 1980. Les bordereaux de ces versements devraient exister au STIIC et aux Archives.
- Archives et Musée de la Préfecture, 1 bis rue des Carmes, 75001 Paris, M. Charlot. D'après renseignement téléphonique en 2004, il n'y existerait aucun dossier IC.
- **Base informatique créée en 1998**, avec les installations en activité. En 2004, cette base est constituée de 4500 dossiers (en activité ou non) dont 280 Autorisations. Le STIIC propose de mettre cette base à disposition du BRGM pour réaliser l'inventaire Basias.

Ensuite, ces pistes ont donné les hypothèses et les résultats présentés dans les pages suivantes.

4.6. EN 1980, AU STIIC, ARCHIVAGE DE DOSSIERS D'INSTALLATIONS

Vers 1980, une réorganisation de l'espace a eu lieu car les locaux de la Préfecture semblaient devenir de plus en plus exigus. Il était difficile de travailler dans des bureaux envahis par des dossiers d'installations classées, peu consultés la plupart du temps. De plus, un certain nombre de dossiers annulés, pratiquement jamais utilisés, prenaient également de la place dans les bureaux et dans les archives.

Toujours présente dans les mémoires, mais sans date précise ou aucun détail, le versement aux Archives de la Ville de Paris a permis vers 1980 de faire des tris et un rangement dans les dossiers d'installations classées.

Essayons d'imaginer le déroulement des opérations : A un moment donné, les dossiers qui doivent être archivés car ils concernent les installations annulées ou connues pour être en cessation d'activité, sont triés. Puis, ils sont répertoriés sur des bordereaux administratifs avant d'être versés aux Archives de la Ville de Paris pour y être conservés

Cette préparation, toujours longue et lourde, demande des vérifications de l'activité de certaines installations qui ne marchent plus depuis longtemps ou d'autres, un peu oubliées, qui fonctionnent depuis toujours sans problème.

Du coup, tous les doubles des dossiers annulés sont rassemblés pour être détruits.

Y a-t-il eu des critères de sélection pour conserver les dossiers d'installations aux Archives de la Ville ? Toutes les « Autorisations » ? Tous les dossiers ? Il me semblerait probable que les dossiers des « petites installations » très anciennes et/ou apparemment peu dangereuses (étables, fromageries, épiceries avec vente de pétrole lampant, ...) aient été également éliminés.

Par la même occasion, l'ancien catalogue, créé vers 1890, avec ses fiches manuscrites, a peut-être subi le même sort. Relique abandonnée, ce catalogue, inutilisé (?) depuis des années, avait été remplacé par le fichier thématique manuel du STIIC, mis en service vers 1950.

Enfin vers 1980, les dossiers en cessation d'activité, à part peut-être quelques affaires, ont fait l'objet d'un volumineux déménagement à l'extérieur du Quai de Gesvres. De plus, les dossiers d'installations en cours (Déclarations ?, Autorisations ?) semblent avoir été regroupés pour être stockés hors des bureaux des agents.

4.7. EN 1980, LES BORDEREAUX DE VERSEMENT DE DOSSIERS

Tous les dossiers retenus pour être versés aux Archives, doivent pouvoir être récupérés ou consultés facilement par le service versant (Préfecture). Ainsi, comme partout dans les autres départements, ces dossiers ont dû théoriquement être répertoriés sur des bordereaux de versement afin d'être facilement identifiables.

Ces bordereaux, parfois bien détaillés, peuvent donner les principaux éléments (Exploitant, type d'installation, adresse, dates extrêmes, ...) du contenu de chaque dossier et faciliter ainsi les investigations documentaires ultérieures.

En général, en plus des dossiers des exploitants, les services conservent les études et les documents de synthèse demandés par le préfet. Ce sont, par exemple, les accidents recensés ou les fermetures d'installations pendant l'année en cours ou bien encore toutes les stations-service en exploitation durant les cinq dernières années,

Les précieux bordereaux de versement sont généralement dupliqués : un exemplaire au moins reste dans le service versant (courrier chrono et/ou classement thématique) alors qu'un autre exemplaire accompagne et/ou précède les caisses de dossiers expédiés aux Archives de la Ville de Paris.

Cependant, malgré des demandes orales et écrites, la trace des bordereaux n'a pas été retrouvée jusqu'à présent ni au BICCA, ni au STIIC. Pourtant, il semblerait certain que des dossiers, sélectionnés en 1980 parmi peut-être d'autres envoyés à la décharge, aient été accompagnés de bordereaux de versement détaillant leur contenu.

4.8. ARCHIVES DE LA VILLE DE PARIS ET ARCHIVES NATIONALES

Aux Archives de la ville de Paris, les répertoires indiquent des installations classées dans les années 60. Par contre, malgré mes recherches et celles des archivistes (contacts et visites en 2005), il n'a pas été possible jusqu'à présent de retrouver ni les dossiers d'installations, transférés par le STIIC vers 1980, ni même la trace de versement (bordereaux ou mentions dans des documents de travail des archivistes).

En effet, les archivistes qui signalent un retard dans les documents reçus depuis 30 ans, estiment en 2005 qu'il reste à trier environ 9 000 mètres linéaires de dossiers administratifs. Ils contiennent peut-être les dossiers d'installations classées du STIIC.

Aux Archives Nationales, des dossiers plus anciens ont été dépouillés par le CNAM.

4.9. FICHER THEMATIQUE MANUEL DU STIIC, CREE EN 1950

La trace de certains anciens sites, connus par ailleurs (rumeur, actes de ventes, ...), mais introuvables actuellement (dossier papier non disponible et non informatisé), peut cependant être repérée dans le répertoire thématique des anciennes fiches papier de 1950 (par exemple, en août 2005, une demande d'un notaire sur une Autorisation accordée en 1958).

4.10. EN 1998 AU STIIC : ARCHIVAGE, INFORMATISATION (IC ACTIVES)

Depuis les rangements de 1980, de nouvelles installations classées ont été créées et d'autres ont été fermées durant cette vingtaine d'années. Les rayonnages comportent donc en 1998, des dossiers toujours en activité et des dossiers annulés, après 1980.

Fin 1998, la mise sous informatique des établissements commence naturellement par la saisie des nouvelles demandes d'installations (Autorisations et Déclarations). La reprise sous informatique des autres dossiers d'installations antérieures à 1999 (rattrapage) permet de les trier et de regrouper physiquement les « dossiers vivants » au premier sous-sol du Quai de Gesvres.

Les dossiers des installations en activité y sont placés dans des rayonnages bien distincts : d'un côté les Autorisations, de l'autre les Déclarations.

Les « dossiers morts » ou annulés avec des installations reconnues comme fermées (cessation généralement postérieure à 1980 ?) sont stockés au deuxième sous-sol ; ils seront informatisés par le BICCA pendant l'été 2005.

Les installations en activité, mais déclassées O.G., dites d'Ordre Général sont, sans être informatisées par le STIIC, rangées à part dans le premier sous-sol.

4.11. LA BASE INFORMATIQUE DES INSTALLATIONS EN 2005-2006

Toutes les installations classées, actuellement en activité à Paris, sont présentes dans la base de données du STIIC/BICCA (base IC) et sont regroupées dans le premier sous-sol du quai de Gesvres.

Dans la base, le Numéro d'identification reprend celui du dossier papier, placé dans la série AUTORISATION ou DECLARATION (par exemple, 10 A ou 1000 D) et respecte ainsi l'ordre physique des classements dans les rayonnages. D'autres indices de référence complètent l'identification informatique du dossier.

Les principales rubriques de la base informatique créée en 1998 concernent la raison sociale, l'adresse, le type d'activité, les dates d'activité, le type d'établissement (Autorisation/Déclaration), l'état d'activité (en activité/ou cessation, dates).

Chaque fois qu'un site (dossier répertorié dans la base IC) est connu pour avoir cessé ses activités ou pour avoir été déclassé, il reste dans la base informatique, mais son nouvel état, à condition d'avoir été noté, peut être repéré à différentes rubriques.

En juin 2005, la base contient tous les sites en activité et ceux fermés actuellement, mais qui ont fonctionné pendant un certain temps entre 1999 et juin 2005.

Pendant l'été 2005, les dossiers stockés au 2° sous-sol en activité terminée lors de l'informatisation de 1998 (mais probablement en activité entre 1980-1998, après le versement de 1980 aux Archives de la Ville) sont pour leur grande majorité rangés et classés. Ils sont répertoriés simplement (sans date d'autorisation, de déclaration ou de cessation) dans la base IC. Ces dossiers contiennent donc les installations en activité en 1980 et les inscriptions postérieures d'installations jusqu'en 1998.

Suite à ce rattrapage informatique de l'été 2005 des dossiers du 2° sous-sol, la base IC en février 2006 est supposée contenir **tous les sites connus pour avoir été en activité pendant une certaine durée entre 1981 et février 2006.**

En bref, la base des installations classées a évolué ainsi :

- **mai 2004 : 4485 dossiers dont 280 Autorisations (information orale),**
- **juin 2005 : 4683 dossiers (cf. base IC-juin 2005, communiquée au BRGM)**
- **février 2006 : rattrapage de juillet-août 2005 compris, 5 293 dossiers (chiffre extrapolé à partir de l'export format XLS de 25 000 lignes d'enregistrements).**

A partir de ces chiffres, les dossiers du 2° sous-sol, rangés durant l'été 2005, auraient ainsi permis d'entrer dans la base IC les 493 (?) installations à activité terminée.

Cependant, ces installations devraient pouvoir être repérées entre autres, par leur date de saisie (juillet, août,...2005) dans la base IC actuelle.

4.12. TABLEAUX CHRONOLOGIQUES DES DONNEES DOCUMENTAIRES

Les informations retenues, déduites et interprétées d'après les renseignements transmis et les hypothèses présentées plus haut, sont regroupées selon leur catégorie (dossiers papier originaux et répertoires papier ou fichiers numériques des installations classées) en tenant compte d'une chronologie ponctuée de dates remarquables.

Le tableau des dossiers (**Figure 4**) distingue à diverses périodes, les différents lots de dossiers d'installations selon leurs lieux de rangement. Bien que la séparation physique des dossiers d'installations classées (en activité ou non) soit récente, on

Versement aux Archives de Paris

Décembre 2006	PERIODES									
	Ante 1863	1895	1915	1950	1958	~1980	1998	2005		
DOSSIERS INSTALLATIONS CLASSEES 75										
IC en cessation d'activité * 2ème sous-sol, Quai de Gesvres				-	-	-	-	?		?
IC en activité 1er sous-sol, Quai de Gesvres				1930						
Inst. déclassées en activité 1er sous-sol, Quai de Gesvres							1977			
IC en cessation d'activité Archives Ville de Paris						Non consultables ? ? ?				
Autres dossiers (?) à rechercher										
* Quelques dossiers en cessation d'activité restent à classer et à répertorier (fév. 2006)	Ante 1863	1895	1915	1950	1958	~1980	1998	2005		

Figure 4 – Répartition des dossiers d'installations classées de Paris

affiche ces dossiers avec des teintes vertes variées pour mieux les distinguer ensuite dans le tableau Répertoires (**Figure 5**) avec les différentes saisies informatiques.

Le versement de dossiers (supposés en cessation d'activité) vers 1980 peut représenter une période d'une vingtaine d'années puisque des références d'installations classées existent en 1960 aux archives de la ville de Paris. Le tableau des répertoires (**Figure 5**) Indique pour les mêmes périodes la trace de différents fichiers, présents ou disparus. Ce sont des listes ou fichiers figés à une date donnée, disponibles ou non. La base IC (fichier numérique utilisé actuellement par la préfecture) est présentée sur plusieurs lignes (en vert) pour mieux faire ressortir son contenu, en février 2006.

En juin 2005, le STIIC/BICCA a confié au BRGM le fichier en format Access des installations classées (base IC-juin 2005). Quelques tests sur les dossiers papier d'installations en activité ont permis de vérifier que toutes les informations utiles à BASIAS avaient bien été sélectionnées dans les dossiers originaux et qu'elles se retrouvent dans la base IC. On peut remarquer que dans le premier sous-sol (sites en activité), de nombreux dossiers comportent des fiches de sortie (fantômes) indiquant que des documents de ces installations en activité sont en consultation à l'étage.

Par ailleurs, le dernier rattrapage informatique (juillet-août 2005) des sites à activité terminée (dossiers conservés au 2° sous-sol), n'est pas facilement disponible pour le BRGM. **Les fichiers reçus par le BRGM, détaillés dans le chapitre suivant, n'ont pas pu être exploités.**

Décembre 2006	Versement aux Archives de Paris									
	Ante 1863	1895	1915	1950	1958	~1980	1998	2005	PERIODES	
REPERTOIRES INSTALLATIONS CLASSEES 75										
BASE IC fév. 06 = 5293 dossiers :										
490 (?) IC cessation, sans date Saisie été 2005				-	-	-	-	?	?	
4803 IC datés dont 557 cessation Informatisation démarrée en 1998										
Fichier manuel STIIC (1950 ?) /thème activité/rue, ..., Q. Gesvres				?					?	
Fichier manuel originel STIIC (1895 ?) ?) perdu	?	?	?	?						
ETABLISSEMENTS cl. AUTORISES Listes (anonymes) éditées de 1895 à 1915	?	?								
Bordereaux / versement (2 ex.) aux Archives de Paris						?	?	?		
Autres fichiers connus										
Autres fichiers (?) à rechercher										
* Quelques dossiers en cessation d'activité restent à classer et à répertorier (fév. 2006)	Ante 1863	1895	1915	1950	1958	~1980	1998	2005		

Figure 5 – Fichiers manuels et numériques des installations classées de Paris

Ces tableaux, établis par déduction et avec un certain nombre d'incertitudes traduites par des points d'interrogation, permettent de constater un chevauchement d'information (présence des dossiers et de répertoires), mais surtout un manque d'information consécutif au versement de 1980, avec des archives non disponibles depuis plus de 25 ans.

Cette lacune d'information dans l'histoire industrielle de Paris concerne probablement, en attendant d'autres précisions, une période voisine d'une vingtaine d'années entre 1960 et 1980.

4.13. AUTRES REPERTOIRES A UTILISER : AESN, DRE-IF, BASOL

Parmi les autres fichiers disponibles (autre ceux de la préfecture), on citera les données (**Figure 6**), issues de l'Agence de l'eau Seine-Normandie et de la Direction Régionale de l'Equipement d'Ile-de-France ainsi que les données du CNAM (2000 sites Basias prévus).

Versement aux Archives de Paris

	PERIODES									
	Ante 1863	1895	1915	1950	1958	~1980	1992	1998		2005
AUTRES FICHIERS										
Sources de données connues et compilées AESN, DREIF, CNAM	? ? ?									
300 (?) sites Basias à partir des fic. ci-dessous : 287 Redevables AESN en 1992 226 Redevables AESN en 1999 260 Réf. DREIF/AESN et XY							1992	?	1999	
2 000 sites Basias CNAM						?	?	1992	1999	
	Ante 1863	1895	1915	1950	1958	~1980	1992	1998		2005

Figure 6 – Autres fichiers de données à compiler

L'Agence de l'eau est un établissement public de l'État à caractère administratif qui fixe les objectifs à atteindre, le montant des aides à apporter et les redevances à recouvrer dans chaque bassin. À cause de rejets polluant les eaux superficielles ou souterraines, certains établissements industriels font l'objet d'une surveillance particulière et doivent payer une redevance à l'Agence de l'eau.

Deux listes d'établissements (287 redevables en 1992 et 226 en 1999), communiquées, suite à l'accord du comité de pilotage du 11 mars 2003. vont être compilées. Par ailleurs, un fichier communiqué en 2005 par la DREIF (Cl. Cottour), contient 260 installations. La compilation de ces trois fichiers devrait aboutir à un total d'environ **400** sites Basias, qui apporteront des informations complémentaires (redevables, coordonnées X et Y, ...), à celles du fichier du STIIC.

Pour information, les sites BASOL, base des sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action de l'administration à titre préventif ou curatif, compléteront les différentes rubriques des sites notés dans BASIAS.

5. Premiers constats des recherches de sites : une lacune de 40 ans

Les recherches menées jusqu'à présent ont permis d'approfondir les principales sources d'informations et de commencer à travailler sur les fichiers disponibles avec des sites industriels présents essentiellement dans les périodes comprises entre 1835-1958 et 1980-2005, avec une lacune d'informations située entre 1958 et 1980 environ.

5.1. FICHER BASIAS/CNAM, SITES ANTERIEURS A 1958

Durant l'année 2006, l'analyse des données des deux fichiers manuels (période 1830-1914 et période 1914-1958) ont permis au CNAM de saisir 1700 fiches Basias qui correspondent à 1550 sites Basias et à 150 doublons qui restent à compiler (**Figure 7**). Un fichier XLS des 500 premières fiches saisies a été envoyé en mars 2006 au BICCA. Les résultats obtenus seront détaillés ultérieurement.

5.2. FICHER ACCESS DE LA BASE IC-JUIN 2005, TRANSMISE AU BRGM

Datée de juin 2005, la base IC (base des installations classées du STIIC/BICCA) envoyée au BRGM, contient 4 683 dossiers d'installation (sans les dossiers anciens d'activité terminée, stockés au 2° sous-sol et saisis par le BICCA en juillet-août 2005).

Après le recodage des différents champs en format Basias, le recodage des divers types d'activité en code NAF (Nomenclature des Activités Française, pour y associer un groupe SEI), il a été possible de supprimer les sites appartenant uniquement au groupe SEI 3, donc n'entrant pas dans Basias. La base IC-juin 2005 correspond alors à 3 975 fiches Basias (**Figure 7**). Ces fiches d'installations qui restent à compiler, ne donneront pas automatiquement un site Basias car elles pourraient être regroupées.

Fin 2006, il reste à récupérer et ajouter les dossiers anciens du deuxième sous-sol.

5.3. FICHIERS EXTRAITS DE LA BASE IC-2006, TRANSMIS AU BRGM

Depuis septembre 2005, les demandes du BRGM pour obtenir les données des anciennes installations saisies l'été 2005, ont donné lieu à l'envoi par le BICCA de fichiers.

En janvier 2006, un fichier XLS affiche 1 576 lignes (N° dossier, exploitant, libellé-rubrique d'activité, adresse regroupée en un seul champ), mais sans aucune date. Finalement sur les 1 576 lignes, seules environ 1 030 concernent des installations dont les données ne peuvent pas être triées ; par ailleurs, les autres 550 lignes n'ont généralement que le seul champ du libellé d'activité rempli ce qui engendre des doutes (artéfact de saisie, dossier supprimé, ... ?) sur la fiabilité du fichier.

Ensuite début mars 2006, un autre fichier est envoyé au BRGM (24 972 lignes XLS) avec différents champs (plusieurs types de numéros de références du dossier, libellé–rubrique d'activité, adresse bien dissociée), mais sans aucun nom d'exploitant et sans aucune date. C'est un extrait de la base IC complète, installations en activité ou non.

Ces deux fichiers sont difficilement exploitables pour Basias. Cependant, l'un dans l'autre, on peut en déduire que les 24 972 lignes, après un compte automatique, pourraient correspondre à 5 293 dossiers d'installations dont 1 050 installations seraient en activité terminée. Ensuite, les valeurs connues ou estimées de la base IC, (mai 2004=4 485, juin 2005=4 683, février 2006=5 293 dossiers) permettent d'évaluer approximativement le nombre des dossiers saisis entre mai 2004 et février 2006 (nouveaux dossiers seuls, puis nouveaux et anciens du 2° sous-sol cumulés).

Ainsi obtenu, le chiffre de 493 dossiers anciens saisis dans la base IC en juillet-août 2005, est noté dans la **Figure 5**. Il pourrait être vérifié par requête dans la base IC.

Dans les extractions envoyées au BRGM, toutes les installations fermées (depuis 1998 et rattrapage 2005) seraient présentes dans le fichier des 1 576 lignes (adresses difficiles à trier, pas de date) ainsi que dans le fichier des 24 972 lignes (adresses faciles à trier, mais pas de nom d'exploitant et pas de date). Plusieurs demandes (dernier courrier en octobre 2006) et une réunion (15 mars 2006) permettent d'espérer un nouvel envoi de fichier.

5.4. FICHER BASIAS INSTALLATIONS OG, TRANSMIS AU BICCA EN 2006

Durant l'été 2005, à défaut de pouvoir travailler sur les dossiers d'anciens sites, en cours de rangement et d'informatisation au BICCA, le BRGM a consulté 601 dossiers papier d'installations en activité, mais déclassées (dossiers dits O.G., d'ordre général), qui ont donné 520 fiches Basias (**Figure 7**) correspondant à 381 adresses différentes, donc au maximum à 381 sites Basias. Ces données, transmises en format Excel au BICCA (mail 26/01/2006) par le BRGM, concernent la période 1977-1986.

Ainsi, 41 types d'activité (ou lignes d'enregistrement) sont recensés, avec une majorité de 356 transformateurs PCB désarmés. En attendant d'autres précisions, on constate que ces 520 activités (installations) essentiellement de groupe SEI 1 et 2, sont localisées sur 381 sites (donc, 4 installations déclassées existent sur 3 sites parisiens entre 1977-1986. Les dossiers d'installations déclassées et en activité sont rangés chronologiquement dans le premier sous-sol du quai de Gesvres.

5.5. BASE AESN, DREIF : 400 SITES CONNUS A COMPILER

Les fichiers de la DREIF et des établissements redevables à l'AESN (1992 et 1999) restent à compiler. Ces 400 sites environ, récents, compléteront les sites connus, sans (trop) ajouter de sites supplémentaires. On les comptabilise à 0 dans le nombre final Basias (**Figure 7**).

5.6. RECAPITULATIF DES INSTALLATIONS ET DES SITES BASIAS

Les informations des trois tableaux précédents ont été reprises dans la **figure 7** pour faire ressortir le nombre d'installations ou de sites industriels connus. L'estimation finale essaye de tenir compte de leur appartenance aux groupes définis par le SEI (Service de l'Environnement Industriel) et des éventuelles redondances afin d'approcher du nombre de sites Basias, toujours inférieur au total des installations. Les dossiers non accessibles de l'archivage de 1980 ne sont pas comptabilisés.

Déc. 2006 DOC / FIC DISPONIBLE	RECAPITULATIF SITES IC 75	Versement aux Archives de Paris								en 2006 FICHES BASIAS CNAM	en 2005 I C dispo	en 2006 FICHES BASIAS BRGM	en 2007 ESTIMATION FINALE SITES BASIAS	
		Ante 1863	1895	1915	1950	1958	1980	1998	2005					
	DOSSIERS IC 75													
Dispo	Dos. IC en cessation 2° ss-sol				-	-	-	-	?					
Dispo	Dos. IC en activité 1° ss-sol				1930									
Dispo	Dos. I. déclass. OG, 1° ss-sol							1977	1986 ? ? ?		601	520	381	
?	Dos. IC en cessation Arch. VP							?	?	?	601/520=1,156			
?	Autres dossiers (?)									520/381=1,365				
	REPERTOIRES IC 75													
	Base Inst. Classées :									424/1,365=312				
EN ATTENTE	I C cessation, date? Saisie Été 05				-	-	-	-	?		490 ?	424 ?	312	
Dispo	Base I C en activité ou non				1930						4683	3975	2912	
	Fic manuel thématique (1950 ?) Classé /rue /activité, ...							?	?					
	Fic original STIIC 1895? perdu	?	?	?				?	?					
Dispo	Liste Et. AUTORISES 1895-1915		?							x				
RECHERCHER	LISTES versement Arch. VP							?	?	?		?		?
Dispo	Autres fichiers									x	400 ?	doubles ?	0	
												doubles ?	-100	
	CNAM recherches prévues									1700			2000	
	BRGM recherches											4495	3505	
		Ante 1863	1895	1915	1950	1958	1980	1998	2005	ESTIMATION :			5505	

Figure 7 – Récapitulatif des sites industriels de Paris (valeurs réelles en gras et déduites)

L'estimation de **5 500 sites Basias**, obtenue à partir de valeurs réelles notées en gras et déduites (calculs affichés), dépasse le nombre des 3 500 sites initialement prévus.

5.7. EXPLICATIONS DU DEPASSEMENT DU NOMBRE PREVU DE SITES

En mai 2004, la base IC démarrée en 1998 contient environ 4 500 dossiers d'installations (en activité ou non) dont 280 Autorisations. Cela se traduit par un certain nombre de sites où sont localisées une ou plusieurs installations répertoriées parmi les 4 500 déclarations et autorisations. Selon les données des autres départements, un site peut avoir supporté en moyenne jusqu'à 3 installations ; de même, les activités peuvent appartenir pour les périodes anciennes à 80% de groupe SEI 3 ou à 20 % pour les périodes plus récentes. Les sites à seule activité SEI 3 ne sont pas pris dans Basias.

Alors avec ces hypothèses et 4500 installations dont un faible nombre d'autorisations (280), la proposition de 1 500 sites Basias semblait raisonnable pour une période postérieure à 1950 (date de mise en service du fichier manuel thématique). De plus, les inévitables recoupements avec les 2 000 sites CNAM entre 1950-1958, laissaient même une marge avant d'atteindre les 3 500 sites Basias initialement prévus..

En réalité, les dossiers informatisés de la base IC, couvrent une période à la fois beaucoup plus courte et plus récente que prévue (démarrant probablement essentiellement vers 1980 au lieu de 1950). On suppose maintenant que les dossiers d'installations fermées ont été triés lors de l'abandon du fichier originel du STIIC au moment de la mise en route du fichier thématique vers 1950 (avec les seules installations en activité à cette date). Une autre fois, les dossiers annulés depuis 1950 ont été versés aux Archives de la Ville de Paris vers 1980.

Les dossiers, relativement modernes de la base IC-juin 2005, contiennent peu d'installations de groupe SEI 3 (708 sur 4 683 installations) ; les 3 975 installations donneront environ 2 912 sites Basias. Ensuite, on rajoute des sites non prévus dans l'évaluation de 2004 (312 sites, issus des 493 dossiers à activité terminée, puis 381 sites des déclassés OG, saisis par le BRGM). Alors, le résultat est bien plus élevé que prévu pour la base-IC, sans compter les dossiers perdus de l'archivage de 1980.

Avec les 2 000 sites Basias attendus du CNAM et en enlevant quelques doublons (100 ?), on obtient (**Figure 7**), au lieu des 3 500 sites Basias initialement prévus pour Paris, 5 500 sites Basias, avec une lacune d'information d'une période de 20 à 30 ans.

5.8. ENQUETE ET TRAVAUX D'INFORMATISATION

Dans la plupart des départements, la consultation des services administratifs pour la mise à jour de l'inventaire se fait souvent par l'intermédiaire d'une enquête. Cette enquête, lancée par la préfecture, consiste en premier lieu à envoyer aux maires un courrier expliquant l'intérêt de l'inventaire, accompagné d'un tableau des sites industriels recensés avec leurs principales caractéristiques. Les réponses à cette enquête aident à préciser ou à corriger certaines rubriques (raison sociale, adresse, dates, ...) ou encore à valider l'état du site (en activité ou non) et son réaménagement.

Il semblerait donc que l'enquête puisse être considérée comme terminée ou inutile puisque les travaux du STIIC et du BICCA sur les dossiers d'installations pour entreprendre l'informatisation, ont nécessité ces mêmes vérifications, par exemple :

- **Rangements et classements en 1980, après ceux de 1960 ?** (par référence aux dates de 1960, citées dans les répertoires des Archives de la Ville),
- **Rangements et classements en 1998**, puis démarrage de l'informatisation des seules installations en activité (demandes courantes des exploitants et rattrapage des dossiers antérieurs encore en activité). Plus tard, les cessations d'activités ou déclassements des installations inscrites dans la base IC, seront généralement notées dans l'une ou l'autre rubrique spécialisée de la fiche, sans supprimer de fiches, théoriquement,
- **Rattrapage de la saisie informatique en juillet-août 2005** de tous les dossiers triés en cessation d'activité (la plupart probablement au cours de la période 1980-1998).

Par ailleurs à Paris, les adresses actuelles sont généralement connues depuis longtemps et pourraient éventuellement être rectifiées lors du géoréférencement.

5.9. GEOREFERENCMENT ET TESTS REALISES PAR L'APUR EN 2006

Les adresses des sites industriels recensés dans Basias ont été entrées selon les procédures (lexiques noms, ...) et les explications données par l'APUR, Atelier Parisien d'Urbanisme, chargé de rechercher les coordonnées géographiques X et Y en Lambert II étendu des sites (géoréférencement).

Les premières fiches Basias-75 obtenues (fiches CNAM, extraits de la base IC-2005), ont été testées en juin 2006 par l'APUR. Finalement, les 1700 fiches Basias du CNAM sont géoréférencées et le format des adresses des installations classées conviennent. Le géoréférencement des autres sites à venir ne devrait donc pas poser de problème.

5.10. ETAT DES FICHIERS DISPONIBLES FIN 2006 POUR BASIAS PARIS

Les acquisitions de données (en comptant celles à venir des installations fermées, connues en 1998, du rattrapage informatique de 2005), se présentent fin décembre 2006 en plusieurs fichiers de formats différents, Basias et Excel, **Figure 8**.

DONNEES	EXCEL, à compiler	Fiches BASIAS 2006	Sites ? BASIAS
CNAM (ante 1958)		1700	1550
BASE IC-juin 2005		3975	2912
Rattrapage - été 05 IC fermées connues /1998 Attendre fichier ?	2 fic non utilisés 1550 et 24972 lignes 493 IC.?		312
Fichiers : R_ AESN, ...	400 sites (?)		
Install. OG déclassées, en activité. A garder ?		520	381
TOTAL			5155

Figure 8 – Formats des données et nombre de fiches Basias recensées en 2006

Il faudrait pouvoir connaître le nombre d'installations fermées, saisies durant l'été 2005, pour vérifier les hypothèses émises. En effet, la priorité pour BASIAS, base des anciens sites industriels et des activités de services doit être accordée aux sites à activité terminée. Compte tenu des nouvelles ressources documentaires, non prévues

au démarrage du projet, il est souhaitable d'avoir l'avis des cofinanceurs et du comité de pilotage pour l'organisation des travaux.

5.11. LACUNE DE 40 ANNEES D'INSTALLATIONS POUR BASIAS

Le tableau récapitulatif permet de visualiser l'état des informations disponibles avec en décembre 2006, une lacune d'informations sur les installations classées, à activité terminée pour Basias, qui couvre une période de 40 années.

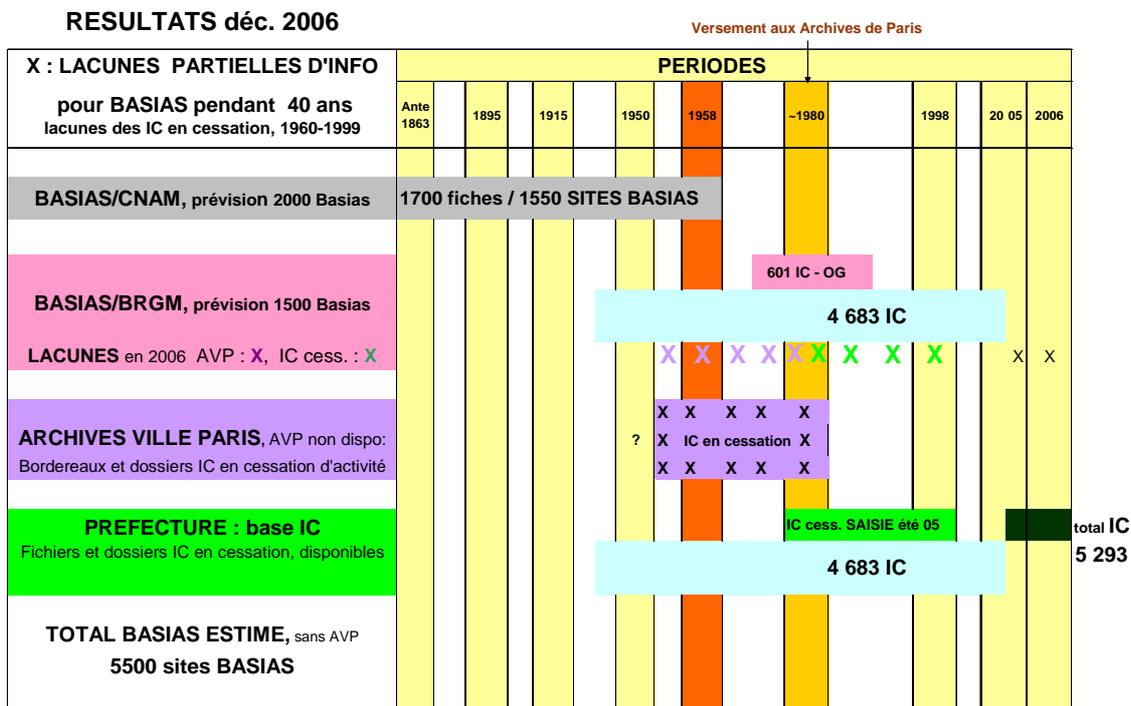


Figure 9 – Lacune de 40 années pour Basias Paris (install. classées, à activité terminée)

Cependant, la récupération du fichier des installations classées, à activité terminée entre 1960 et 1998, disponible à la préfecture réduirait cette lacune à une période d'une vingtaine d'années.

6. Tâches à réaliser pour l'inventaire de Paris

Alors que l'inventaire de Paris a été construit et monté financièrement pour 3 500 sites comme étant déjà pratiquement réalisé grâce aux fichiers papier du CNAM (données antérieures à 1958) et grâce au fichier numérique du STIIC-BICCA (base IC), la nouvelle estimation en 2006 est de 5 500 sites Basias (disponibles ou presque).

De plus, sans faire partie de cette estimation, les dossiers d'installations classées archivés en 1980 et non retrouvés ainsi que les nombreux dossiers des installations déclassées en activité actuellement, découverts au cours de recherches documentaires, doivent bien être signalés pour d'éventuelles décisions à prendre.

Ainsi, les travaux immédiats pour terminer l'inventaire concernent la compilation et la cohérence des fichiers disponibles, ensuite le géoréférencement et l'instruction des critères environnementaux pour les intégrer à Basias.

Les éventuels prochains travaux à réaliser pour la recherche et l'acquisition de données (archivage de 1980, sites saisis pendant l'été 2005, installations déclassées, ...) qui pourraient être utiles à Basias, devront être précisés par le comité de pilotage.

6.1. PLUSIEURS BASES A COMPILER ET A HOMOGENEISER

Les différents fichiers obtenus en format Basias et Excel (**Figure 8**) disponibles doivent être compilés, d'abord entre ceux de même origine pour limiter toute erreur d'interprétation et éliminer les doublons, puis être comparés aux autres données pour venir compléter les informations des sites déjà connus

Les vérifications se font au fur et à mesure de l'élaboration de la base ; elles sont minutieuses pour repérer les doublons de sites, répertoriés parfois sous des raisons sociales, adresses, ... , différentes car les libellés ont évolué au cours de plusieurs décennies alors que la localisation du site n'a pas changé. Il faut donc rechercher les diverses informations concernant un même site qui ont pu être saisies dans deux ou trois fiches différentes et les regrouper. Une fiche doit donc correspondre à un site industriel, avec une ou toutes les activités (ou installations) anciennes ou actuelles qui se sont succédées dans un même lieu. L'effort porte sur l'homogénéisation et la cohérence de la base.

6.2. GEOREFERENCMENT, ENVIRONNEMENT, MISE A DISPOSITION

L'APUR qui a déjà réalisé la recherche des coordonnées géographiques des sites anciens (CNAM), va compléter le géoréférencement avec les autres sites anciens et modernes. Ensuite, le BRGM rajoutera les critères environnementaux Les fiches de sites seront mises à disposition à la préfecture et aux mairies, puis au public en 2007.

6.3. RECHERCHE DU VERSEMENT D'ARCHIVES VERS 1980

A défaut d'avoir retrouvé à ce jour ni les bordereaux de versement, ni les dossiers archivés vers 1980 aux archives de la ville, les prochaines recherches pourraient être envisagées sur les bordereaux et les dossiers.

Bordereaux de versement des dossiers d'installations vers 1980 : il s'agit de préciser la période du versement en confrontant des souvenirs associés datés (par exemple, tri et archivage réalisés avec l'aide de vacataires, et/ ou avant des travaux d'aménagement de bureaux, avant un départ à la retraite, ...) puis de tout mettre en œuvre pour rechercher dans cette période, un des exemplaires des bordereaux de versements. La prospection de bordereaux qui semble plus réaliste que la recherche de dossiers stockés depuis très longtemps, permettra d'avoir une idée du contenu (plus ou moins détaillé) et du volume (en mètres linéaires) des dossiers.

Ces bordereaux ont dû être conservés :

- par le service versant (STIIC, classement chrono de courrier ou d'expédition, classement thématique du chargé de l'archivage, rapports d'avancement de l'archivage,
- et par le service d'accueil (Archives de la Ville de Paris).

Dossiers d'installations classées versés aux archives de la ville de Paris vers 1980 : il semble indispensable d'avoir retrouvé aux archives de la ville les références de rangement des dossiers, sédimentés depuis plus de 25 ans, références probablement notées sur la liasse de bordereaux de versement, lors de la réception. Ces références sont généralement communiquées au service versant (STIIC) pour lui permettre d'accéder à ses propres dossiers.

En attendant de pouvoir combler cette lacune entre 1960 (?) et 1980, le relais pourra probablement être pris partiellement grâce aux recherches réalisées par le CNAM jusqu'en 1958.

6.4. INSTALLATIONS DECLASSÉES EN ACTIVITÉ, OG

Les installations déclassées en activité OG, inscrites dans Basias pendant la période 1977-1986, pourraient servir de test pour vérifier l'utilité de garder ces sites dans Basias ou d'ajouter les autres installations ; les dossiers sont disponibles dans le premier sous-sol du quai de Gesvres.

6.5. PRIORITÉS ET COMITÉ DE PILOTAGE

Parmi les propositions qui pourraient être faites au comité de pilotage pour préciser la démarche à suivre avec ces nouvelles sources d'information, il faut insister sur la priorité à donner aux sites à activité terminée dont la trace risque de se perdre au cours du temps.

7. Conclusion

L'inventaire historique des sites industriels et des activités de service de la ville de Paris, en cours de réalisation par le BRGM, confirme l'importance du tissu industriel qui s'y est développé pendant plus d'un siècle avant d'être progressivement repoussé à la périphérie et dans les départements voisins. Cependant aujourd'hui, les estimations du nombre de sites sont bien supérieures à celles du projet initial.

En effet, le cahier des charges prévoyait de travailler avec les données synthétiques du CNAM et les données numériques de la préfecture. Les évaluations du nombre de sites semblaient évidentes. Cependant, l'absence d'une partie de données numériques de la Préfecture a entraîné la recherche de différentes pistes qui ont permis d'imaginer et de découvrir beaucoup d'autres installations classées.

Il semble donc utile et nécessaire de recadrer l'inventaire. Plusieurs questions sont posées et diverses possibilités de travail devront être étudiées par le comité de pilotage, **Figure 10**.

Décembre 2006		Versement aux Archives de Paris						CHOISIR	SITES BASIAS	FUTUR PROJET ?			
QUELS CHOIX ?	QUEL FUTUR ?	Ante 1863	1950	1958	1980	1986	1998				2005	2007	
DOSSIERS IC 75													
Dos. I. déclass. OG, 1° ss-sol						1977	1986				Garder sites OG in BASIAS ?	381	
Dos. IC en cessation Archives Ville Paris				1958	1980							?	Récupérer autres sites OG ?
												?	Rechercher dossiers ?
REPERTOIRES IC 75													
Base Inst. Classées :													
IC cessation, date? Saisie Été 05											Attendre ?	312 ?	
Base IC en activité ou non			1930									2912	Mises à jour Basias ?
LISTES versement Arch. VP												?	Rechercher listes ?
												-100	
CNAM recherches prévues												2000	
BRGM recherches												3505	FUTUR PROJET ?
		Ante 1863	1950	1958	1980	1986	1998	2005	2007			5 505	

Figure 10 - Propositions pour choisir les priorités de l'inventaire de Paris

En décembre 2006, avec 5 500 sites Basias potentiels au lieu des 3 500 sites estimés au départ, l'inventaire montre non seulement une abondance de sites supplémentaires, mais également une lacune de 40 années, d'installations classées en cessation d'activité.

Le cas des dossiers d'installations déclassées en activité, dits d'ordre général, devra également être abordé.

Finalement, l'inventaire des sites industriels de Paris offre donc :

- un plus grand nombre de sites Basias (5 500 sites potentiels au lieu des 3 500 prévus contractuellement),
- l'absence dans Basias de sites (en cessation d'activité entre 1980 et 1998), mais disponibles dans la base IC à partir des 493 (?) installations saisies pendant l'été 2005,
- une lacune d'information dans Basias et dans la base IC sur les établissements en cessation d'activité entre 1960-1980 qui correspond à un archivage vers 1980.
- une grande quantité de dossiers d'installations déclassées (OG) en activité, non connus au début du projet.

A partir de ces faits, les premières questions peuvent se présenter ainsi :

- **Doit-on encore attendre ou bien renoncer, au moins provisoirement pour Basias au fichier des installations classées, conservées dans le deuxième sous-sol du quai de Gesvres ?** Ces installations, en cessation d'activité entre 1960 et 1998, ont été saisies dans la base IC de la préfecture lors du rattrapage informatique en juillet-août 2005 (estimation de 493 IC, à vérifier).
- **Que faire des sites supplémentaires disponibles en fichier ?**
- **Ou bien doit-on prévoir des avenants financiers ?**
- **Doit-on garder ou supprimer les installations déclassées, dites OG en activité, déjà saisies dans Basias ?**

Ensuite, d'autres questions, peut-être moins urgentes, sont également à soulever pour la poursuite de l'inventaire, dans une seconde phase

- Devra-t-on rechercher les pistes du versement de 1980 aux archives de la ville de Paris (bordereaux et dossiers) ?
- Devra-t-on dépouiller les dossiers papier des installations déclassées, dites OG en activité ?

En conclusion, les données disponibles fin 2006 correspondent à près de 5 500 sites Basias en activité ou non, mais sans inclure cependant, ni les sites en cessation d'activité entre 1960 et 1998 qui restent inaccessibles pour la Préfecture et pour Basias, ni les nombreuses installations déclassées en activité.

Ces constats (un grand nombre de sites Basias supplémentaires, une lacune d'informations durant 40 années, qui peut être réduite de moitié ainsi que la découverte des installations déclassées, ...) seront donc présentés le 6 février 2007 pour prendre les avis et les décisions du comité de pilotage.



Centre scientifique et technique
3, avenue Claude-Guillemin - BP 36009
45060 – Orléans Cedex 2 – France
Tél. : 02 38 64 34 34

Service géologique régional Île-de-France
7, rue du Théâtre
91884 - Massy - France
Tél. : 01 69 75 10 25